

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société NEXSTONE

1 Rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : 81-CARMIN-2025-26
Code AIOT : 0006801469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement Société NEXSTONE implanté Raffanel 81230 Lacaune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société NEXSTONE
- Raffanel 81230 Lacaune
- Code AIOT : 0006801469
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Raffanel n'est plus exploitée. Les matériaux abattus sont repris au fil des besoins.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 13	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 6	Sans objet
2	Conduite de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 7	Sans objet
4	Admission de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 15	Sans objet
5	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP10	Sans objet
6	Stockage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP22	Sans objet
7	Plan	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DG7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de Raffanel n'est plus exploitée. L'exploitant doit se positionner d'ici fin de l'année 2025 sur l'avenir de la carrière.

Dans le cas où aucun projet de reprise n'est acté, il sera prononcé la caducité de l'autorisation et l'exploitant sera tenu de remettre en état la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 6
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : [...] Au préalable à la reprise de l'extraction, l'exploitant recouvre la zone identifiée lors des expertises géologiques réalisées en 2015 (plan de repérage des roches contenant des amphiboles réalisé par la société Oolite - Rapport du 16 septembre 2015) qui renferme des matériaux amiantifères, avec environ 5 000 m3 de stériles disponibles sur le site de la carrière. L'exploitation

est conduite selon les plans « Phase1 » ; « Phase 2 » ; « Phase 3 » ; « Phase 4 » annexés au présent arrêté [...]La hauteur maximale des fronts est de 12 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m.
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, il n'y a pas eu de reprise de l'extraction. L'exploitant précise que la zone renfermant les matériaux amiantifères seront couverts sur la période septembre octobre. Cette zone sera couverte à l'aide des matériaux de découverte. L'exploitation est actuellement en milieu de phase 1 et accuse un retard estimé à 2 ans et demi par l'exploitant. Selon le plan topographique consulté, la hauteur des fronts est d'environ 10 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir informée l'inspection du recouvrement de la zone renfermant les matériaux amiantifères.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduite de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 7
Thème(s) : Autre, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La remise en état de la zone du gisement contenant des amphiboles qui est désignée à l'article 6 du présent arrêté est réalisée avant la reprise de toute extraction. La remise en état utilise des déchets inertes externes comme remblais. Ce remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. La remise en état est coordonnée à l'exploitation excepté pour la dernière année de l'autorisation qui lui est exclusivement réservée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone contenant les amphiboles sera remise en état cette année (septembre/octobre). La remise en état de cette zone sera effectuée à l'aide des matériaux de découvertes. L'exploitant indique n'avoir jamais réceptionné sur ce site de déchets externes inertes. Selon l'exploitant, le remblaiement de la carrière ne nécessite pas d'apports externes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant procède à un contrôle régulier des dispositifs de décantation, en particulier après</p>

chaque épisode pluvieux intense, de façon à vérifier leur bon état. Un curage des sédiments de l'ensemble des bassins de décantation est opéré régulièrement afin de conserver un volume de rétention suffisant. Les matériaux de curage sont recyclés dans le cadre de la remise en état. L'ensemble des opérations effectuées sur les dispositifs de rétention sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection. L'exploitant met en place une consigne permettant de vérifier la qualité des eaux de ruissellement et le bon fonctionnement des bassins de décantation.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites des paramètres suivants :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l. [...]

Constats :

Les eaux de ruissellement du carreau et de la zone d'extraction sont acheminées de manière gravitaire vers un bassin de décantation. Elles peuvent également s'infiltrer sur le carreau.

Le bassin de décantation correspond à une ancienne zone extraite.

Aucun curage du bassin n'a été réalisé. Celui-ci présente un niveau haut le jour de l'inspection.

Il n'existe aucun rejet canalisé sur ce bassin. L'exploitant indique qu'il n'a jamais constaté son débordement (sans garantie au regard de l'inactivité du site).

En l'absence de rejet canalisé au milieu naturel, l'exploitant ne procède pas à l'analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du non-débordement du bassin notamment dans le cas d'évènement pluvieux important.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Admission de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

[...] Le volume annuel de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité à 30 000 m3 pour toute la durée de l'autorisation. L'exploitant tient une comptabilité des volumes entrant. [...]

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir réceptionné de matériaux externes inertes sur le site. Il précise que le remblaiement de la carrière peut être réalisé à l'aide des stériles internes à l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP10
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Il n'existe pas d'aire étanche sur le site. Au jour de l'inspection, aucun engin n'est présent et il n'y a pas de cuve d'hydrocarbures. Il n'y a plus d'extraction sur la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cas où une poursuite d'activité est actée, l'exploitant se conformera à la prescription en réalisant une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures (si le site est amené à accueillir une cuve de carburant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP22
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les stocks de matériaux fins sont stabilisés.
Constats : Il n'a pas été constaté la présence de stocks de matériaux fins sur le carreau de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DG7
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000 ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : - Les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ; - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ;

- les cotes NGF des différents points significatifs ;
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;
- la position des ouvrages à préserver.

Constats :

Le plan consulté par l'inspection est daté de 2019, remis à jour en 2022 selon l'exploitant afin d'y intégrer le périmètre des 50 mètres non représenté lors de la dernière inspection.
L'ensemble des éléments sont présents.

Type de suites proposées : Sans suite